



PRÉAVIS DE GRÈVE INTERSYNDICAL

Mobilisons-nous le 18 juin pour défendre l'information, pilier de la démocratie !

Depuis le début de l'année, les tempêtes se succèdent dans le monde des médias : des suppressions de postes par centaines, une précarisation croissante des métiers de l'information, des salarié.es remplacé.es par l'intelligence artificielle, des émissions arrêtées en raison des restrictions budgétaires, des pressions de toutes parts mettant en cause l'indépendance des rédactions, en particulier de la part d'éditeurs milliardaires, d'extrême-droite notamment.

On assiste à une vague de plans sociaux sans précédent dans la presse papier et des revenus publicitaires qui s'effondrent, captés par les GAFAM, sans réponse du législateur français. Ces difficultés concernent l'ensemble des citoyens. Elles mettent gravement en danger l'information de qualité qu'ils sont en droit d'attendre dans une démocratie. Aujourd'hui, la presse papier et l'audiovisuel public sont en première ligne.

À **France Télévisions**, les suppressions d'emplois pèsent depuis des années sur les salarié.es. Et les trois scénarios radicaux de transformation présentés par la Présidente ne sont pas pour nous rassurer : suppression de France 4 et France 5, réduction du nombre d'antennes locales de proximité de France 3, fusion avec Radio France, fusion de Franceinfo TV et France 24.

Ces trois hypothèses mettent à mal **la pluralité de l'information du service public**. De plus, elles seraient accompagnées d'une réduction drastique du nombre de salarié.es, de plans sociaux ou de départs volontaires. Parmi ces « pistes de travail », certaines mesures pourraient figurer dans le contrat d'objectifs et de moyens pour les années à venir.

Le 18 juin, mobilisons-nous pour revendiquer :

- L'arrêt des plans de suppressions d'emplois, des effectifs nécessaires pour un journalisme de qualité, la titularisation des précaires ;
- Des moyens suffisants pour que l'audiovisuel public puisse mener sa mission correctement, que ce soit pour la télévision, la radio et le web ;
- Un engagement pour une utilisation de l'intelligence artificielle qui préserve l'emploi et la qualité de l'information.
- Le respect du statut de journaliste professionnel permettant de résister aux pressions, d'où qu'elles viennent ;
- Un véritable plan national pour lutter contre les déserts informationnels ;
- Un réel renforcement et une plus grande collecte des droits voisins ;
- Un droit à l'information libre et indépendante, socialement garanti.

Les employeurs des médias et le ministère de la Culture, chargé de l'information, doivent nous répondre.

Pour faire aboutir ces revendications, les syndicats CGT, SNJ-CGT et SNJ appellent l'ensemble des salariés de France Télévisions à se mettre en grève la journée du 18 juin, à partir de 0 h 00 et appellent à manifester à Paris pour défendre l'information et les rédactions, dans toutes les formes de presse et dans toutes les régions.

Paris, le 11 juin 2026



**Le jeudi 18 juin
Rendez-vous à 11 heures
Place de la Bourse, à Paris**

**Défilé jusqu'au ministère de la Culture.
À partir de 14 heures : tables rondes revendicatives
à la Bourse du travail, rue du Château d'eau.**

